

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/84
12 septembre 2003

(03-4842)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: espagnol

GUATEMALA

Déclaration de S.E. Mme Patricia Ramirez Ceberg
Ministre de l'économie

Le Guatemala, pays multiethnique, multilingue et multiculturel, salue le Mexique qui accueille cette importante réunion, le Président de la Conférence ministérielle, le Directeur général de l'OMC, le Président du Conseil général, les Ministres et les Ambassadeurs des pays Membres de l'OMC, et toutes les femmes et tous les hommes dont les efforts combinés ont convergé vers cette belle ville de la côte mexicaine.

Deux dispositions du préambule de la Déclaration de Doha méritent d'être mises en évidence. La première dit ceci: "*Le commerce international peut jouer un rôle majeur dans la promotion du développement économique et la réduction de la pauvreté.*" Et je cite maintenant la deuxième: "*La majorité des Membres de l'OMC sont des pays en développement. Nous visons à mettre leurs besoins et leurs intérêts au centre du programme de travail adopté dans la présente déclaration.*"

proposition – le Guatemala réaffirme qu'il est opposé au protectionnisme absurde et aux jeux

effectivement nous voulons que ce Programme de travail pour le développement soit digne de ce nom nous devons libéraliser non seulement le commerce des produits industriels et des services (y compris le mode 4) ainsi que les investissements et les marchés publics, mais aussi et surtout le commerce des produits pour lesquels les pays en développement sont particulièrement compétitifs: les produits agricoles.

Les pays développés doivent tenir dûment compte du fait que si le commerce est important, plus importante encore est la paix sociale et pour qu'il y ait la paix sociale, il faut que chacun trouve son compte; or la seule façon de donner une chance à la majeure partie de la population du monde est de reconnaître qu'il est indispensable que le développement du commerce et du progrès entraîne l'amélioration des conditions de vie et la création d'emplois dignes dans les pays en développement. Si tel n'est pas le cas, nous assisterons à un accroissement des mouvements migratoires illégaux, du travail des enfants et de la prostitution forcée des femmes qui n'ont pas d'autre solution, puisque les subventions, en particulier les subventions à l'agriculture, réduisent les possibilités de vie et de subsistance de la majorité des êtres humains de la planète.
